

Groupe de travail "AGRICULTURE & SOCIETE"

Bruxelles - 14 janvier 2005

Compte rendu de la réunion**Présents**

Ferdinand CHAFFART, Président International

Michel JACQUOT, Président de la Commission Agriculture et Société

Dietrich HAMMER

Tjeerd KAASTRA

Experts invités

Tomas GARCIA AZCARATE - Chef d'Unité, Commission Européenne DG AGRI

Pierre BAUDIN, Chargé d'Enseignement, Centre Européen Universitaire de Nancy

Franz-Josef FEITER, Secrétaire général du COPA/COGECA

Laurent VAN DEPOELE, Vice-Président du GEPE

Secrétariat de la Ligue

Jean-Claude KOEUNE, Secrétaire général

Introduction

M. *Jacquot* salue souhaite la bienvenue aux participants et se réjouit de la présence parmi eux du Président Chaffart.

M. *Koeune* rappelle l'origine du groupe de travail, né de la constatation que, dans son format traditionnel, la Commission Agriculture ne suscitait plus un intérêt suffisant auprès des membres de la Ligue, et de la proposition subséquente, ratifiée par le Conseil Central, de revitaliser cette commission en élargissant son mandat aux problèmes économiques et sociétaux dont le secteur agricole est le pivot, à savoir ceux de l'industrie alimentaire, de la sécurité alimentaire, du développement rural, de l'environnement, et du commerce mondial des produits agricoles. C'est dans cette optique qu'a été constitué ce groupe d'experts, avec pour mission d'élaborer un projet de prise de position de la Ligue sur l'avenir de l'agriculture européenne, projet qui pourra à un stade ultérieur être soumis à une réunion plénière de la Commission Agriculture & Société et aider ainsi à son redémarrage.

M. *Baudin* introduit le débat en précisant que l'approche visée - et reflétée dans le document préparatoire qu'il a rédigé - est une approche globale, non-sectorielle et sociétale (par opposition à une approche en termes de marché). Celle-ci conduit, selon lui, à se poser trois grandes questions concernant la réforme de la Politique Agricole Commune (PAC):

1. pourra-t-on en rester là, et les nouveaux instruments (découplage, écoconditionnalité etc.) remplaçant les anciens (interventions) ne vont-ils pas modeler une société agricole nouvelle?
2. ces réformes suffisent-elles pour mettre le secteur agricole en phase avec la société, de manière à ce qu'il évolue au même rythme que celle-ci?
3. dans quelles directions l'Union européenne devra-t-elle remodeler sa politique agricole vis-à-vis de l'extérieur?

M. *Feiter* souligne que, selon lui, presque plus rien ne subsiste de la PAC originelle (il n'y a plus de préférence communautaire ni de solidarité financière) et que l'agriculture n'a plus aujourd'hui le soutien ni du monde politique ni de la société. Il fait remarquer qu'à l'origine le financement de la PAC

pouvait se faire dans un contexte de forte croissance économique et que de ce fait le coût de ce financement ne paraissait pas léser les autres secteurs. Il se demande ce que peut encore signifier la notion de "modèle européen de l'agriculture", dès lors que la nouvelle PAC risque de mener à terme à la concentration de la production agricole sur les meilleures terres. Il estime que la Ligue devrait informer la société des conséquences de ces choix. Il répond enfin par la négative à la question de savoir si, dans les négociations à l'OMC, l'UE défend encore un mode de production agricole européen qui resterait attentif au développement durable et à la qualité des produits alimentaires.

M. *Jacquot* pense que, même si l'agriculture a perdu beaucoup de son poids politique, son divorce d'avec le monde politique est moins profond que celui entre l'agriculture et la société.

M. *Garcia Azcarate* estime que c'est tout le "modèle européen de société" qui est en crise et difficile à maintenir dans l'économie globalisée. Tout en admettant que l'agriculture européenne est à la recherche d'une nouvelle légitimité politique, il pense que la réponse que pourrait apporter la PAC ne sera que partielle dès lors que la crise est une crise de légitimité européenne. Le secteur agricole européen, selon lui, devra viser une segmentation stratégique des marchés entre des "niches" de productions à haute valeur ajoutée (bio, appellations d'origine etc...) et les "matières premières" agricoles, les agriculteurs pouvant couvrir l'ensemble de leurs coûts fixes grâce aux marchés de "niches" et n'ayant plus à couvrir que leurs coûts variables dans la production de *commodities*. En ce qui concerne la PAC, il estime que d'une façon générale l'UE devra concentrer ses efforts sur les activités pour lesquelles le fait de travailler au niveau européen plutôt que national apportera une valeur ajoutée, et que *in fine* il n'y aura de financement communautaire que pour ces activités. Il entrevoit deux scénarios possibles pour la politique agricole: soit une généralisation des aides d'Etat (une application du "modèle finlandais" à l'ensemble de l'UE) pour autant qu'elles n'entraînent pas de distorsion du commerce, soit la mise sur pied d'un cadre communautaire de cofinancement, solution qu'il préconise et pour laquelle, selon lui, l'Europe peut se battre. Il lui paraît également important d'avoir un socle communautaire pour la gestion et la résolution des crises, rappelant que la crise de la vache folle avait été gérée sur le seul plan national.

M. *Chaffart* souligne que, dans le "donnant-donnant" qu'impose la globalisation, l'agriculture va nécessairement souffrir, d'autant plus que la société européenne a d'autres priorités budgétaires et que l'industrie alimentaire, voulant obtenir ses matières premières au meilleur prix, n'est pas favorable à la PAC. Il fait remarquer toutefois que le secteur agricole représente encore, par les institutions financières qui en sont issues (Crédit Agricole, Rabobank, Raffeisen etc.) une puissance financière non-négligeable.

M. *Hammer* doute que l'agriculture ait perdu tout son poids politique, observant qu'elle reçoit encore le gros morceau du "gâteau communautaire" et que, pour l'ensemble de l'OCDE, l'aide à l'agriculture représente encore \$230 milliards. La question à long terme, selon lui, est de savoir jusqu'où nous sommes prêts à aller dans la réduction de ces aides.

M. *Jacquot* insiste sur le fait que nous ne devons pas défendre à tout prix la PAC, et que la discussion doit être très libre, mais que la culture européenne dépend fortement de l'agriculture, et que se pose par conséquent aussi, dans ce débat, la question de savoir comment préserver une identité européenne.

M. *Kaastra* regrette la présence d'un certain défaitisme dans le document préparatoire et dans la discussion. Face à la globalisation, il estime nécessaire de conserver une masse critique de productions agricoles, l'agriculture étant une des richesses fondamentales de l'Europe, et de définir les moyens d'y parvenir. Il demande que l'on n'oublie pas le potentiel de production énergétique que représente la biomasse, et souligne que, du point de vue de l'environnement ou de l'équilibre entre ville et campagne, la production de lait ou de sucre diffère fondamentalement de la production de matériel informatique, ces différences devant être mises en exergue dans une future prise de position de la Ligue.

M. *Jacquot* fait remarquer que la question budgétaire ne doit pas jouer un rôle fondamental dans la discussion du groupe de travail.

M. *Van Depoele* voit un lien possible entre les préoccupations de M. Feiter et les scénarios esquissés par M. Garcia Azcarate. Constatant que la réforme la plus récente de la PAC doit augmenter la compétitivité de l'agriculture européenne et conduit logiquement à un scénario où "les meilleurs vont gagner", il rappelle néanmoins que l'Acte Unique a inclus un article sur la cohésion économique et sociale, pour répondre au vœu de Jacques Delors de préserver la solidarité. Il se demande dès lors si le "2nd pilier" de la PAC (basé sur le cofinancement) ne devrait pas être renforcé dans cette optique.

M. *Baudin* croit utile de clarifier le débat en précisant un certain nombre de points et en soulevant deux questions:

- sur le plan politique, la puissance des agriculteurs est aujourd'hui émoussée mais non pas perdue;
- la nouvelle PAC représente un nouveau recul de l'intervention, mais on n'en est pas pour autant dans un marché entièrement libéré;
- dans la politique agricole, les préoccupations ont progressivement dérivé vers le "monde rural" d'abord, et maintenant vers le "développement durable";
- la mondialisation conduit, pour l'agriculture comme pour l'industrie, à une différenciation entre la production de masse et les "niches" commerciales: c'est une évolution globale de laquelle l'agriculture participe également;
- il n'y a pas véritablement de crise, mais des évolutions qui s'accroissent et entre qui des frictions apparaissent du fait de vitesses d'évolution différentes. La "crise" apparaît lorsque des blocages en résultent.
- la course à la valeur ajoutée risque-t-elle d'ébranler toute la notion de politique régionale?
- enfin, d'un point de vue budgétaire, le montant consacré à l'agriculture dans sa globalité répond-il à des nécessités évidentes ou est-il une expression partielle de la politique de "juste retour"?

M. *Van Depoele* souligne que le développement rural doit être multisectoriel, et que les agriculteurs ont besoin d'un environnement rural vivant. Il se demande dès lors si la future politique agricole ne devrait pas être basée sur une "politique multisectorielle territorialisée".

M. *Garcia Azcarate* insiste encore une fois sur le fait que l'Union ne doit agir que si cela apporte une valeur ajoutée par rapport à ce que les Etats nationaux pourraient faire. Par exemple il faut une approche européenne globale pour les oiseaux migrateurs, ou pour les pluies acides, ou pour stabiliser les marchés, mais non pas, selon lui, pour le développement rural ou la politique régionale. Il plaide donc pour un recentrage des politiques européennes sur les secteurs où il y a une valeur ajoutée européenne, et pour un recadrage des aides d'Etat ailleurs de manière à éviter les distorsions de concurrence. M. *Hammer* appuie ce point de vue.

M. *Feiter* doute que la PAC nouvelle puisse répondre aux attentes fondamentales des citoyens européens. Il estime en outre que le découplage des aides ne suffit pas pour garantir l'absence de distorsions de concurrence. M. *Kaasta* craint que des aides découplées et renationalisées n'aient des effets de distorsion de concurrence. M. *Garcia Azcarate* rétorque que ce ne sera pas le cas si ces aides d'état sont clairement encadrées par un règlement européen. Il insiste en outre sur le fait que, comme les analyses de l'OCDE l'ont clairement montré, l'effet de distorsion est nettement moins fort pour les aides découplées que pour les aides couplées à la production, l'effet étant particulièrement important avec des systèmes de prix d'intervention ou de subventions aux intrants.

M. *Jacquot* remercie tous les intervenants et leur propose de concentrer la prochaine réunion sur la question: "la PAC de 2003 répond-elle réellement aux attentes de la société?". La date en est fixée au vendredi 11 février 2005 de 14h30 à 17h.

- - - - -